

doivent se conformer à la réglementation et acquérir du matériel moins polluant et des systèmes de surveillance qui nécessitent des investissements.

Plus récemment, soit en mars 1994, le Congrès a adopté une loi-cadre pour la protection de l'environnement (loi 19300), qui a été promulguée par le gouvernement Aylwin à la fin de son mandat. Cette loi établit un modèle en vue de la conception future de la législation environnementale. Elle traite de cinq sujets : les études d'impact environnemental, les normes de qualité, les normes relatives aux émissions, les programmes de prévention et les normes de conservation. Quoique la loi ait pris effet, les normes qu'elle doit instituer font encore l'objet de discussions. Elle exige que tout projet comportant des émissions, des dangers pour la santé ou le déplacement de populations donne lieu à la réalisation d'une étude d'impact qui sera soumise à la CONAMA ou au COREMA compétent. L'étude doit se prononcer sur la compatibilité du projet avec les normes actuellement en préparation et préciser les mesures qui devront être prises pour prévenir ou atténuer les dommages environnementaux.

Contrairement aux longs codes environnementaux adoptés ailleurs en Amérique latine, la loi 19300 ne fixe pas les niveaux d'émissions acceptables, mais autorise la CONAMA à établir des normes et à les réviser tous les cinq ans. La CONAMA a entrepris des discussions avec le Canada, l'Agence de protection environnementale des États-Unis (EPA) et l'Union européenne dans le but de vérifier si des modèles étrangers pourraient être appliqués chez elle. Elle a récemment signé, avec le Canada, un protocole d'entente portant sur les problèmes, les normes et la réglementation qui feront l'objet de consultations ultérieures. Il est aussi bon de savoir que l'article 24 de la loi 19300 autorise le président du pays à instituer par décret toutes les normes susmentionnées.

La loi-cadre est le premier document légal à prévoir une approche systématique en vue du règlement des problèmes environnementaux au Chili. Jusqu'à son adoption, divers décrets présidentiels visant des sources précises de pollution avaient incité l'industrie, dont certains puissants secteurs exportateurs (cuivre, pâte de bois, farine de poisson), à consacrer depuis quatre ans près de 1,2 milliard de dollars US à la décontamination de l'environnement. Les fonderies de cuivre qui, avec aux premiers rangs les sociétés publiques Codelco et Enami, vomissent suie, arsenic et anhydride sulfureux depuis des décennies, ont été celles qui ont dépensé le plus. La Codelco estime qu'il pourrait lui en coûter pas moins d'un milliard de dollars US pour cesser de polluer; sa division de Chuquicamata compte à elle seule investir 23 millions de dollars d'ici l'an 2000.

La loi fait aussi appel à la participation active des collectivités locales dans l'examen des études d'impact environnemental. La Gazette officielle peut les publier toutes et donner ainsi accès à tout document de ce genre présenté à la CONAMA et aux instances régionales. Les particuliers, les regroupements et les fonctionnaires peuvent intenter des poursuites afin que les industries polluantes soient passibles d'amendes, forcées de restreindre leurs émissions ou de fermer leurs portes, et même de réparer les dommages infligés à l'environnement. Vu l'extrême jeunesse du mouvement écologiste au Chili, on ne sait pas